

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NOVEAL SA

Plate Forme SOBEGI
BP 5
64150 Mourenx

Références : DREAL/2026D/3685

Code AIOT : 0005202716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2026 dans l'établissement NOVEAL SA implanté Plate Forme SOBEGI BP 5 64150 Mourenx. L'inspection a été annoncée le 26/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2025, relatif aux émissions atmosphériques du site, de l'instruction du dossier IED pour la partie "eau", et de l'examen de l'incident survenu sur site le 31 mars 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVEAL SA
- Plate Forme SOBEGI BP 5 64150 Mourenx
- Code AIOT : 0005202716
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Filiale du groupe L'Oréal, la société NOVEAL fabrique sur son site de Mourenx entre 4000 et 5000 tonnes de produits de base pour la cosmétique, dont la gamme se compose d'une quarantaine de références. Le site comprend deux unités de production UP1 et UP2 et plusieurs zones ou bâtiments de stockage.

Le site de Mourenx compte environ 150 personnes.

Compte tenu de ses capacités de stockage et de production, l'établissement de Mourenx est classé Seveso Seuil haut par dépassement du seuil de 200 t pour la rubrique 4510.1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par ailleurs, le site est classées IED pour la fabrication de substances chimiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des Valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 16/06/2025, article 2.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Reduction de la probabilité des émissions accidentelles	AP Complémentaire du 16/06/2025, article 2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Dossier IED pour les rejets eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article article 6 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan de gestion des solvants (PGS)	AP Complémentaire du 16/06/2025, article 2.2.5	Sans objet
4	Suivi de la pollution accidentelle	AP Complémentaire du 16/06/2025, article 2.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté principalement sur le récolement de l'arrêté préfectoral du 16/06/2025 (émissions atmosphériques), l'instruction du dossier IED partie eau, et l'examen de l'incident du 31/03/2026 (fuite d'eau glycolée). Elle a également permis de vérifier la mise en œuvre du plan de gestion des solvants (PGS), du registre des OTNOC, et des mesures de réduction des émissions accidentelles.

Les principaux constats sont les suivants :

- Les émissions atmosphériques font l'objet d'un suivi ponctuel conforme. Cependant, la surveillance en continu (COVT, NOx, HCl, etc.), exigée par l'arrêté préfectoral du 16/06/2025, n'est pas encore opérationnelle, bien que l'exploitant ait programmé sa finalisation pour mi-juillet 2026. En attendant, une surveillance mensuelle a été demandée.
- Le plan de gestion des solvants (PGS) 2025 est conforme, avec des émissions diffuses estimées à 2,5 % des solvants utilisés (inférieur au seuil réglementaire de 5 %). Toutefois, le document ne prend pas encore en compte l'abattement du RTO, mis en service en cours d'année. Les données 2026 devront intégrer ces éléments.
- Le plan de gestion des OTNOC, transmis en décembre 2025, est opérationnel sous forme de registre, mais il manque une instruction formalisée, ainsi qu'une estimation des flux de COV émis lors des périodes OTNOC. Par ailleurs, les règles d'arrêt des productions CMR devront être réexaminées pour s'assurer de leur conformité avec les exigences réglementaires.
- S'agissant des rejets aqueux, la convention de raccordement à la STEB SOBEGI fixe des limites de flux pour plusieurs paramètres (DCO, MES, chrome, toluène, etc.), mais les valeurs déclarées (150 m³/jour) diffèrent de celles du porter-à-connaissance de 2023 (120 m³/jour). Un courrier de complément de l'exploitant est nécessaire afin de formaliser la demande de modification des volumes rejetés.
- Enfin, l'incident du 31/03/2026 (fuite de 10 m³ d'eau glycolée) a été correctement géré (isolement du réseau pluvial, pompage, rinçage), et un plan d'actions a été proposé (suppression du filtre défaillant, ajout d'une vanne automatique). Sa mise en œuvre devra être justifiée sous 3 mois. Aucune rétention généralisée des installations de production n'est cependant prévue à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des Valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/06/2025, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : En accord avec le BREF1 WGC détaillé dans la décision d'exécution 2022/2427 de la commission du 6 décembre 2022, l'arrêté du 2 février 1998, et l'arrêté du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie, les valeurs limites d'émission applicables aux rejets canalisés sont détaillées dans le tableau ci-après. Ces valeurs sont applicables immédiatement à publication de cet arrêté ministériel.

Substances	VLE	Référence de la VLE
COVT	20 mg C /Nm3	MTD 11 et AM du 04/11/ 2024
Benzène	1 mg/Nm3 si le flux dépasse 1g/h	MTD 11
Toluène	1 mg/Nm3 si le flux dépasse 50 g/h, 20 mg/Nm3 si le taux de récupération dans le condenseur est supérieur à 95 %.	MTD 11
Oxyde d'éthylène	1 mg/Nm3 si le flux dépasse 1 g/h	MTD 11
Somme des COV classés comme substances CMR de catégorie 1A ou CMR de catégorie 1B	5 mg/Nm3 si le flux dépasse 2,5 g/h 2 mg/Nm3 si le flux dépasse 10 g/h	AM du 04/11/ 2024
Somme des COV classés comme substances CMR de catégorie 2	10 mg/Nm3 si le flux dépasse 50 g/h	MTD 11
Acide acrylique, anhydride maléique, triéthylamine, pyridine, Méthacrylate de diaminoéthyle, méthacrylate de méthyle	20 mg/Nm3 si le flux dépasse 0,1 kg/h	Annexe 3 arrêté 02/02/1998
PCDD/PCDF	0,05 ng I-TEQ/Nm3	MTD 12
Poussières totales	2,5 si >=50 g/h ou 5 sinon	MTD 14 & AM du 04/11/ 2024
NOx	100 mg/Nm3	AM du 04/11/2024

CO	50 mg/Nm3	MTD 16
SO2	150 mg/Nm3 si le flux dépasse 500 g/h	MTD 18
SOx	150 mg/Nm3 si le flux dépasse 1 000 g/h	AM du 04/11/2024
Chlorure d'hydrogène	10 mg HCl /Nm3 si le flux dépasse 100 kg/an	MTD 18
Fluorures d'hydrogène	1 mg HF /Nm3 si le flux dépasse 5 g/h	MTD 18

Constats :

Le 24 avril 2026, l'exploitant a transmis les résultats d'autosurveillance trimestrielle pour 2025 et 2026.

Les rapports d'analyse suivants ont été examinés par l'inspection :

- Mesures des émissions atmosphériques, Mesures du Semestre 1 du RTO1, intervention du 19 au 20/05/2025 - Référence du rapport : 359794575.3.rev3.R
- Mesures des émissions atmosphériques, Mesures du Semestre 2 du RTO1, intervention du 02/09/2025 - Référence du rapport : 359794756.3.R
- Mesures des émissions atmosphériques, Mesures du trimestre 4 sur RTO1, intervention du 12/11/2025- Référence du rapport : 359794797.3.R
- Mesures des émissions atmosphériques, Mesures du trimestre 1 sur RTO1, intervention du 04/03/2026- Référence du rapport : 359795051.3.rev1.R

Les résultats des analyses sont toutes conformes à l'arrêté à l'exception de la vitesse d'éjection sur le premier rapport de surveillance qui était de 7.64 m/s au lieu de 8 m/s. Cette problématique a été rectifiée suite à la détection de cette faible vitesse. La mesure des poussières n'a pas été effectuée lors du premier rapport, mais a été rétablie par la suite.

Une fois ces éléments corrigés, les analyses effectuées sont exhaustives par rapport aux exigences de l'arrêté du 16/06/2025 et au donner acte du 27/07/2025 présentant la liste modifiée des composés COV CMR rejetés par l'établissement. Le vitride, mentionné dans le donner acte, est rejeté via l'évent hydrogène du site et donc non retrouvé aux cheminées de l'oxydateur.

L'inspection a proposé une amélioration dans la présentation des rapports avec un résumé au début de chaque rapport montrant la conformité réglementaire.

L'exploitant n'a pas pu présenter la surveillance en continue imposée sur les paramètres suivants : Débit, Température, CO, COVT, HCl, HF, NOx.

Les analyseurs en ligne installés initialement avaient pour objectif la conduite de l'oxydateur, et non la conformité. Le changement de conception a nécessité l'ajout d'un logiciel d'enregistrement et de validation de données, ainsi qu'un coffret de multiplexage pour permettre de basculer la voie de prélèvement sur la seconde cheminées du RTO. En effet, en fonction des performances de traitement en HF et HCl, l'effluent est dirigé vers un laveur de gaz, qui rejette vers une seconde cheminée. L'analyse doit donc basculer sur la seconde cheminée, la première ne recevant plus d'effluent gazeux.

De nombreux problèmes de configuration et de communication ont retardé la mise en service du système. Il est prévu une finalisation mi-juillet, avant l'arrêt annuel de l'usine. Le premier rapport de surveillance continue sera édité en septembre.

La visite de site a porté sur l'inspection des installations de traitement de gaz, et sur l'examen des valeurs issues des analyseurs en ligne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sans délai, l'exploitant modifie la fréquence de surveillance des rejets atmosphériques en surveillance mensuelle, le temps que la surveillance continue soit fonctionnelle.

Sous 3 mois l'exploitant confirme que la surveillance continue est fonctionnelle.

Début octobre 2026, l'exploitant transmet à l'inspection de rapport de surveillance continue de septembre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/06/2025, article 2.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées. Il transmet à l'inspection des installations classées, avant le 30 mars de l'année N+1, le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation. Le plan de gestion doit permettre de vérifier le respect de l'exigence suivante : les émissions diffuses ne dépassent pas 5 % des quantités de solvants utilisées.[...]

<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des solvants pour 2025 de NOVEAL a été téléchargé via GEREPE.</p> <p>L'évaluation des flux sortants en émission canalisées est basée sur des quantifications théoriques des émissions canalisées par type d'opération et du nombre d'opérations par an. Ce calcul ne prend pas en considération l'installation du RTO, qui était en fonction à partir du milieu de l'année 2025, et donne donc des émissions majorées.</p> <p>L'exploitant a considéré ne pas avoir suffisamment de résultats, notamment du fait du manque de surveillance continue, pour prendre en compte l'abattement du RTO en 2025. La quantification des émissions OTNOC n'est également pas complètement opérationnelle pour une bonne prise en compte des émissions canalisées.</p> <p>Le PGS fait donc état de 25 tonnes par an de rejets canalisés en COV. En comparaison, les valeurs extraites de l'autosurveillance ponctuelle sont inférieures à 0,03 kg/h en émission de COV.</p> <p>Les données du RTO seront intégrées dans le PGS 2026.</p> <p>Sur la base du PGS 2025, le site émet 53 tonnes d'émissions diffuses, pour un ratio émissions diffuses / solvants utilisés de 2,5 %, soit en deçà du seuil réglementaire de 5%.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant intègre des éléments de contexte dans son PGS 2025 pour indiquer que le RTO a été mis en fonction avec abattement attendu à spécifier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Réduction de la probabilité des émissions accidentelles

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/06/2025, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des OTNOC</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, avant le 12 décembre 2025, un plan de gestion du fonctionnement des installations en dehors des conditions normales d'exploitation (OTNOC) répondant aux dispositions de l'article 4.1 de l'annexe à l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 susvisé. Il le transmet, sous le même délai, à l'inspection de l'environnement. Ce plan de gestion des installations en dehors des conditions normales d'exploitation devient applicable à compter du 12 décembre 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 11 décembre 2025 le plan de gestion des conditions OTNOC. Ce document est sous la forme d'un tableur incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> des règles d'exploitation lors des périodes de dysfonctionnement le registre des périodes OTNOC, qui inclut la durée, la recherche des causes, les actions à mener et un suivi du statut de ces actions le registre des actions issues de l'onglet précédent la liste des activités critiques identifiées en production provoquant des conditions OTNOC sur le RTO le suivi de la baie d'analyse <p>Le document développé est opérationnel et permet de récolter les retours d'expérience des</p>

premiers mois d'opération. Ce document doit être maintenu en tant que registre "vivant" de gestion des OTNOC, et doit être complété par un document opérationnel, à destination des opérateurs sous forme de plan de gestion ou d'instruction de gestion des OTNOC. Ce nouveau document doit répondre à l'article 4.1. de l'AM du 04/11/2024 :

- i. Mise en évidence des risques de conditions OTNOC, de leurs causes profondes et de leurs conséquences potentielles ;
- ii. Conception appropriée des équipements critiques (par exemple modularité et compartimentage des équipements, systèmes de secours, techniques visant à rendre inutile la nécessité de contourner le traitement des gaz résiduels lors du démarrage et de l'arrêt, équipements à haute intégrité, etc.) ;
- iii. Etablissement et mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (voir xii du 2.1) ;
- iv. Surveillance (c'est-à-dire estimation et, le cas échéant, mesure) et enregistrement des émissions et des circonstances associées lors de conditions OTNOC ;
- v. Evaluation périodique des émissions survenant en dehors des conditions normales d'exploitation (fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise telle qu'enregistrée selon le point iv) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ;
- vi. Examen et mise à jour périodiques de la liste des conditions OTNOC mises en évidence conformément au point i à la suite de l'évaluation périodique mentionnée au point v ;
- vii. Vérifications régulières des systèmes de secours.

L'instruction peut faire référence à d'autres documents, comme par exemple le plan de maintenance préventive des équipements critiques, et au registre.

Les règles de gestion établissent que la mise à l'arrêt de toutes les productions mettant en œuvre des CMR n'intervient qu'en cas de dysfonctionnement du RTO d'une durée supérieure à 4h. L'exploitant explique que 4h correspond à un demi poste, et que cette règle a été prise au démarrage de l'installation de façon arbitraire du fait de problématiques de bypass récurrents en cas d'effluents avec une LIE (limite inférieure d'explosivité) élevée. Après discussion, il est établi que dans ce cas de figure, le défaut est rétabli dans un délai de moins d'une heure, sans impact sur la conformité des COV totaux en sortie.

Cette règle de 4h ne semble pas conforme à l'article 2.1.2 de l'APC du 16 juin 2025 : « Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. Toute production susceptible de générer des émissions de COV de type CMR est arrêtée immédiatement, en garantissant la sécurité des installations et de façon à minimiser les rejets atmosphériques. »

La rédaction de l'instruction de gestion des OTNOC permettra de revoir ces règles de façon plus fine au vu du retour d'expérience depuis le début de l'exploitation et respecter l'article 2.1.2 de l'APC du 16 juin 2025.

Le registre des périodes OTNOC n'inclut pas encore une estimation des flux de COV émis lors des périodes OTNOC. Cette fonctionnalité est prévue et sera mise en service au terme de la mise en service complète du logiciel d'enregistrement et de validation des données de surveillance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sans délai, NOVEAL respecte les dispositions de l'article 2.1.2 de l'APC du 16 juin 2025 concernant l'arrêt des installations susceptibles de rejeter des CMR en cas d'indisponibilité du RTO.

Sous 4 mois, l'exploitant complète le registre des OTNOC avec une instruction de gestion des

OTNOC pour répondre à l'article 4.1. de l'AM du 04/11/2026, en conformité notamment à l'article 2.1.2 de l'APC du 16 juin 2025 en ce qui concerne la gestion de la production dans des conditions OTNOC. Sous 4 mois, l'exploitant complète le registre des OTNOC avec l'estimation des flux de COV émis lors des périodes OTNOC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Suivi de la pollution accidentelle

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/06/2025, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des incidents
Prescription contrôlée : Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.
Constats : Le document de gestion des OTNOC transmis à l'inspection inclut le registre des OTNOC. Les causes de ces incidents et les remèdes sont consignés dans ce registre. Le temps de fonctionnement en conditions OTNOC pour la période allant du 26/06/2025 au 31/12/2025 est de 377 heures, et se répartit comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • 86 heures du fait de dépassement de LIE à l'entrée du RTO (119 évènements) • 291 heures de dysfonctionnements, dont 240 heures liées à deux évènements de coupure électrique, dont la dernière a été reportée à la DREAL. Pendant ces évènements, la production n'a pas redémarré les productions mettant en œuvre des CMR, et des moyens de mitigation ont été mise en œuvre. Le temps de fonctionnement en conditions OTNOC pour le premier trimestre 2026 est de de 21 heures, dont 14 heure dû au dépassement de la LIE. L'exploitant travaille de manière proactive pour réduire les évènements responsables des conditions OTNOC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dossier IED pour les rejets eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article article 6 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Suite de la visite d'inspection du 12/06/2024
Prescription contrôlée : I. La publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de traitement/gestion des effluents gazeux dans le secteur chimique (WGC) déclenche la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 I du Code de l'environnement pour les établissements mentionnés à l'article R. 515-58 du même Code dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF principal sont celles pour : « - les produits de chimie organique fine (OFC) ; « - la chimie inorganique de spécialité (SIC) ; « - la fabrication de

polymère (POL). (...)

Constats :

Lors de l'inspection du 12/06/2024, la demande suivante a été formulée par l'inspection : "Il convient de montrer dans le dossier de réexamen la conformité des rejets au gave de Pau des effluents. Il appartient à Noveal de justifier que le recours aux moyens de traitements mutualisés de Sobegi (pluvial et rejet d'eaux bio) lui permet de respecter la MTD12 du BREF CWW. Ce complément intégrera notamment la question du chrome présent dans ses effluents aqueux." Le 24 avril 2026., l'exploitant a transmis le dossier de porter à connaissance concernant la nouvelle convention de raccordement SOBEGI.

La convention de raccordement impose des limites de flux journalier sur les paramètres suivants :

- DCO
- MES
- Azote global
- phosphore
- AOX
- Chrome
- Cuivre
- Nickel
- Zinc
- indice phénol
- toluène

La liste des paramètres est cohérente avec les paramètres à suivre selon l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 et les conclusions de la campagne RSDE pour le toluène.

La convention fait état d'un rejet de 150 m³ par jour et de 15 000 m³ par an, alors que le porter à connaissance "Augmentation des consommations d'eau" du 20 octobre 2023 mentionnait 120 m³ jour avec un volume maximal annuel rejeté de 25 000m³.

Sous 15 jours, l'exploitant transmet à l'inspection un complément demandant de réviser les valeurs de rejet mentionnées dans le porter à connaissance "Augmentation des consommations d'eau", en justifiant l'augmentation des rejets.

Par ailleurs, le gestionnaire de la STEB a fourni à l'inspection une analyse technique confidentielle des flux journalier acceptables à la STEB sur la base de campagnes d'analyse et la répartition de la charge entre ses clients.

Ces éléments seront pris en compte dans le cadre de la rédaction de l'arrêté préfectoral qui viendra encadrer la sujet IED sur la thématique de l'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 15 jours, l'exploitant transmet à l'inspection un complément révisant les valeurs de rejet mentionnées dans le PAC "Augmentation des consommations d'eau", en justifiant l'augmentation des rejets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Fuite d'eau glycolée du 31/03/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un incident s'est produit sur le site de NOVEAL le 31 mars 2026. Il s'agit d'un déversement d'environ 10m³ d'eau glycolée suite à l'ouverture intempestive du couvercle du filtre du réseau d'eau glycolée sur la ligne 7. L'eau glycolée s'est déversée dans le réseau pluvial et le liquide a été détourné par SOBEGI vers le bassin de confinement. Le réseau pluvial NOVEAL a été isolé grâce à une vanne de barrage et les eaux glycolées ont été pompées par un hydrocureur et le réseau pluvial rincé. Les effluents du bassin de confinement de SOBEGI ont été évacués vers la STEB d'Induslacq.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection, télédéclaré l'évènement et fourni un rapport d'incident le 17 avril 2026. L'exploitant a fait part des difficultés à manœuvrer la vanne de barrage lors de l'évènement.</p> <p>Suite à cet incident, le plan d'actions consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Supprimer le filtre responsable de la fuite • Mettre en place une seconde vanne de barrage, si possible automatique pour réduire le temps nécessaire à la fermeture du réseau. • Intégrer d'un contrôle préventif mensuel sur la vanne de barrage dans la GMAO. • Contrôler de la vanne de barrage tous les 6 mois avec test d'étanchéité. <p>La visite de site a porté sur l'inspection des installations d'eau glycolées, et la vanne de barrage du réseau pluvial NOVEAL. Le site ne dispose pas d'un système de rétention généralisé pour toutes les zones de production (seuls certains caniveaux locaux sont équipés).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant fourni les justificatifs de réalisation du plan d'action associé à cet évènement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois